

# ARKOLIA ENERGIES

L'énergie au naturel



## PROJET DE REALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE AU SOL SITUEE SUR LA COMMUNE DE ONESSE-LAHARIE (40)

### Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique unique d'Onesse- Laharie

10 Novembre 2023



arkolia  
ENERGIES

## **CONTACTS :**

**Héloïse JOACHIM**

*Cheffe de projets photovoltaïques au sol*

06.75.27.40.12 - [hjoachim@arkolia-energies.com](mailto:hjoachim@arkolia-energies.com)

**Marie-Gabrielle MOLLANDIN**

*Responsable développement Grands projets*

06.37.00.04.96 – [mgmollandin@arkolia-energies.com](mailto:mgmollandin@arkolia-energies.com)



ZA du Bosc – 16 rue des Vergers - 34 130 MUDAISSON

[www.arkolia-energies.com](http://www.arkolia-energies.com)



## Table des matières

1.	Preamble .....	4
2.	Réponses aux observations du public .....	4
2.A	Autorisation de défrichement .....	4
2.B	Manquement de l'étude d'impact .....	6
2.B.1	Formes de l'étude d'impact.....	6
2.B.2	Enjeux du site et localisation .....	6
2.B.3	Zones humides.....	8
2.B.4	Les mesures ERC .....	8
2.B.5	Continuités écologiques .....	9
2.B.6	Réseaux hydrographiques et nappes d'eau souterraines .....	10
2.B.7	Lutte contre les incendies .....	10
2.B.8	Bilan carbone.....	11
2.C	Compatibilité avec le SCoT .....	12
2.D	Génération d'emploi et de revenus sur la commune.....	13
3.	Reponses aux observations du commissaire enquêteur.....	14
3.A	Etude d'impact .....	14
3.A.1	Erreurs étude d'impact.....	14
3.A.2	Coûts des mesures compensatoires.....	15
3.A.3	Calcul des surfaces impactées des zones humides .....	17
3.A.4	Boisement compensateur .....	17
3.B	Résumé non technique.....	19
3.C	Dossier d'architecte.....	19
3.D	Ouvrages DFCl .....	20
4.	Annexe 1 : Plan de masse corrigé – Insertion de 2 Portails .....	21
5.	Annexe 2 : Contribution INT 1, Jean-Marie CLET .....	22
6.	Annexe 3 : Contribution INT 2, Gérard ROLLIN .....	24





## 1. PREAMBULE

Le présent mémoire a pour objet d'apporter des éléments complémentaires aux différentes remarques soulevées lors de l'enquête publique unique menée du 25 septembre au 26 octobre 2023, relative à une demande d'autorisation de défrichement et à l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Onesse-Laharie (40).

## 2. REPONSES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

M. le commissaire enquêteur a relevé 17 thèmes sur les trois contributions. Il a donc été fait le choix de répondre à chacune d'entre elle en les regroupant par thématique.

### 2.A Autorisation de défrichement

#### Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Coefficient de compensation forestière
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)
Contre tout défrichement
Les pins sont vieux de plus de 30 ans
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier

R1 : Javel, Christian

Thèmes abordés
Un défrichement de 48ha n'est rien sur les 10000ha environ de forêt sur la commune
Les parcelles avaient été impactées par la tempête Klaus de 2009 et partiellement replantées faute de subventions, la commune n'adhérant pas à l'ONF à l'époque.

#### Réponse Maître d'ouvrage :

Le coefficient de compensation forestière proposé par la DDTM après la visite de reconnaissance a été fixé à 2 pour une partie du site puis 3 pour une portion avec des pins d'une vingtaine d'années. Le porteur de projet demandait effectivement une révision de certains coefficients, notamment sur le secteur de la compensation forestière où le défrichement ne constitue qu'une procédure administrative nécessaire pour un maintien de milieux ouverts, étant donné que ces 13,32ha sont d'ores-et-déjà déboisés. Cette demande nous paraissait légitime au regard de la nature actuelle des terrains. La DDTM n'a pas apporté de réponse ; néanmoins, il nous a été fait comme retour que la



politique de défrichement dans le massif des Landes de Gascogne impose un coefficient minimal de 2 pour toute opération de défrichement. Le coefficient de compensation de 5 n'est utilisé que pour des espaces bien spécifiques (lieux protégés...). La DDTM tranchera quand elle rendra sa décision sur l'autorisation de défrichement.

La demande de défrichement porte sur une surface d'environ 49ha44a10ca. Le massif des Landes de Gascogne compte plus d'un million d'hectares. La demande ne porte donc que sur une surface de 0,0049% du massif. Au regard de cet ordre de grandeur, le projet et le défrichement ne sont pas déraisonnables, et ne remettent pas ni question la nature du massif ni son activité de production sylvicole.

Comme indiqué dans le procès-verbal de reconnaissance des terrains établi par la DDTM des Landes, les pins maritimes des parcelles concernées par le défrichement sont constitués de peuplement d'âges différents compris entre 10 et 20 ans. Seuls 4ha concernés par la demande de défrichement sont des pins d'une trentaine d'année. Les autres parcelles ne sont quant-à elles pas boisées. Ainsi que rappelé par M. Christian JAVEL, la commune d'Onesse-Laharie a fait partie des communes touchées par la tempête Klaus<sup>1</sup>, en partie sur ces parcelles, et l'âge des pins présents sur les parcelles peut en témoigner.

La solution de défrichement sur les parcelles du projet est obligatoire au vu de la réglementation imposée par le code forestier. En effet, en l'absence de cette autorisation, le propriétaire des parcelles serait tenu de replanter l'ensemble de ces dernières dans un délai de cinq ans. Il est, néanmoins, important de rappeler qu'un défrichement est accordé sur une durée temporaire. Le terrain a vocation à retrouver sa destination forestière à l'issue du projet.

Le défrichement, comprenant la coupe et le dessouchage, risque effectivement d'accentuer les effets de remontée de nappe due au défrichement ; cependant, cet enjeu a bien été étudié dans l'étude d'impact et a été classé en enjeu modéré en page 92 ou 94/244 (puisque le site se situe en zone à risque très faible à inexistant de remontée de nappe (voir cartographie 6 en page 52/244 de l'étude d'impact).

Concernant la compatibilité de la demande de défrichement et du projet de centrale solaire en général avec le « Plan de développement forestier », il est difficile de savoir à quel document cette observation fait référence. Le maître d'ouvrage a sollicité l'avis du Service Nature et Forêt de la DDTM des Landes pour s'assurer de la bonne compréhension de cette remarque. Sans précision complémentaire, il leur a été impossible de savoir à quel document cela faisait référence (échange avec Mme Stéphanie CASTEL en charge de l'instruction du dossier de défrichement d'Onesse-Laharie pour le Service Nature et Forêt de la DDTM40).

Il est possible que cela face référence au plan pluriannuel régional de développement forestier. Celui d'Aquitaine date de 2015 et n'est opérationnel que sur 5 ans, il n'est donc plus d'actualité !<sup>2</sup>

Quoi qu'il en soit, étant donné que le projet fait l'objet d'une demande d'autorisation de défrichement, et fera l'objet de mesures de boisements compensateurs, puis de replantation des parcelles du projet à la fin d'exploitation de la centrale, le projet est en accord avec l'ensemble des schémas forestiers du département (voir page 180/244 de l'étude d'impact). De plus, comme précisé dans l'article L122-15 du Code Forestier, le plan pluriannuel régional de développement forestier est porté à connaissance des communes et des communautés de commune lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, afin que celui-ci soit bien pris en compte dans l'élaboration du document. Le PLUI du Pays Morcenais

<sup>1</sup> Cartographie page 7 : [RFSortieCrise0310.pdf \(gip-ecofor.org\)](https://gip-ecofor.org/RFSortieCrise0310.pdf)

<sup>2</sup> [Le plan pluriannuel régional de développement forestier - DRAAF Nouvelle-Aquitaine \(agriculture.gouv.fr\)](https://agriculture.gouv.fr/le-plan-pluriannuel-regional-de-developpement-forestier-draaf-nouvelle-aquitaine)



a donc été établi en connaissance de ce document et le classement de la parcelle en 1AUer pour le projet solaire en a tenu compte.

## 2.B Manquement de l'étude d'impact

### 2.B.1 Formes de l'étude d'impact

*Référence observations :*

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI

*Réponse Maître d'ouvrage :*

Dans un premier temps, il est fait remarque qu'aucune mention des diplômes des personnes ayant réalisé l'étude n'est faite. Cela est inexact ; en effet, cette information est disponible en page 1/244 de l'étude d'impact ou encore en page 2/50 du résumé non technique.

Il est reproché à l'étude d'impact les reportages photographiques réalisés, il ne s'agirait pas du site du projet. Cependant, en se rendant sur place, il est possible de constater que les photos et photomontages ont été réalisés avec des photos du terrain d'implantation datant de 2020 ou de 2022. Ainsi, les cartographies de la figure 19 de l'étude d'impact (page55) ont été prises lors des inventaires réalisés en 2020. Les photomontages inclus dans le dossier de permis de construire sont réalisés à partir de photos prises en 2022 au moment de constitution du dossier. L'ensemble des photographies présentes dans l'étude d'impact ont été prises sur site.

Les cartographies vues du ciel, du terrain, sont, quant-à elle, sont issues des données de l'IGN ; elles sont utilisés pour la réalisation des cartographies des enjeux. Celles-ci datent également des années 2020.

Cependant, ces données sont suffisamment récentes pour la constitution du dossier. Il n'y a pas eu d'évolutions entre 2020 et 2023 pouvant amener à une modification des impacts. Aucun manquement n'est donc à signaler.

### 2.B.2 Enjeux du site et localisation

*Référence observations :*

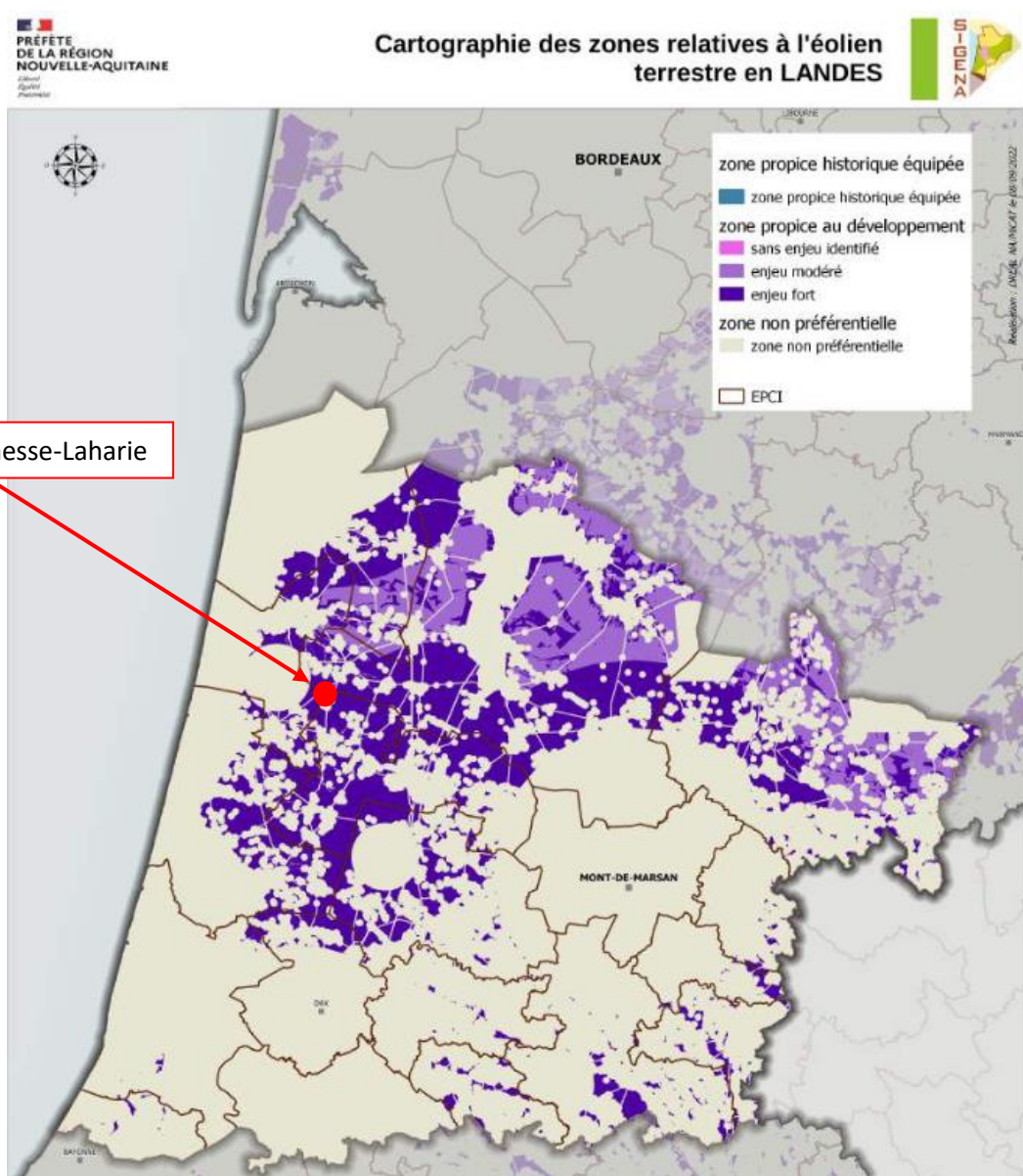
 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet
Contribution : « L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux fort sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré »

*Réponse Maître d'ouvrage :*



Aucune donnée particulière concernant les enjeux écologiques sur le terrain en question, d'une surface initiale de 100ha, n'était disponible lors de la sélection du site. Les zones de développement éolien ont été identifiées en 2021-2022 alors que le projet, lui, a été initié en 2017. Néanmoins, sans référence dans la contribution, nous avons été dans l'incapacité de vérifier les informations avancées. Nous avons cependant trouvé la cartographie suivante du département des Landes établie par la DREAL Nouvelle Aquitaine indiquant les zones susceptibles de voir un projet éolien se développer en indiquant des niveaux d'enjeux.



Cependant, ces enjeux forts et modéré ne correspondent pas à des résultats d'inventaires (enjeux naturels) comme cela a été mené dans le cadre du présent dossier de défrichement et de demande de permis de construire. Ces enjeux dépendent des contraintes paysagères, des zones environnementales réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF...) et puis surtout des contraintes techniques (zone tampon à respecter autour des radars météorologiques et de l'armée).<sup>3</sup> A l'heure actuelle, aucun parc éolien n'est présent dans le département des Landes<sup>4</sup>. C'est un territoire traversé par de nombreux couloirs aériens de l'armée, présentant plusieurs radars et sa typologie d'habitats dispersés rend difficile

<sup>3</sup> <https://viapl.fr/wp-content/uploads/2022/10/Prefecture-cartographie-zones-eolien-terrestre-concertation.pdf>

<sup>4</sup> <https://oreges.arec-nouvelleaquitaine.com/energies-renouvelables/eolien>



l'identification de zones propices d'installation. L'implantation du solaire n'est pas concerné par la même réglementation.

La zone d'implantation du projet se situe bien en dehors des zonages ZNIEFF 2 telles que mentionnées dans l'étude d'impact en page 58/244. Les premières ZNIEFFs de type 2 se situent à environ 780m et 2km du site.

### 2.B.3 Zones humides

*Référence observations :*

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
L'ensemble du projet est en zone humide
Contribution : « L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux forts sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré »

*Réponse Maître d'ouvrage :*

La carte 20 présente l'ensemble des habitats évités lors de la définition du projet, et non pas l'ensemble des habitats présents sur le site. Il est, ainsi indiqué deux zones humides en particulier, ces zones humides ont été déterminées à partir du critère floristique. Pour rappel, la définition des zones humides dépend de deux critères, un critère floristique et/ou critère pédologique conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

La cartographie référençant l'ensemble des zones humides sur site est ensuite bien présente dans l'étude d'impact en page 66/244. De plus, l'impact du projet sur les zones humides est bien évalué dans l'étude d'impact (voir en page 105/244). Il est notamment précisé que le dossier d'Onesse-Laharie fera l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau (page 30/244 de l'étude d'impact), qui sera instruite par le service de la Police de l'eau de la DDTM des Landes (SPEMA).

### 2.B.4 Les mesures ERC

*Référence observations :*

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Les mesures ERC sont inacceptables
Contribution : « Un accord pour destruction des espèces protégées sera nécessaire »

*Réponse Maître d'ouvrage :*

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation écologique proposées sur ce dossier sont critiquées sans en indiquer la raison. Il est simplement indiqué que, les enjeux ont été sous-évalués. L'étude d'impact a été réalisé par un bureau d'étude reconnu, basé dans le département des Landes, et donc connaissant bien le territoire d'implantation du projet. L'ensemble des enjeux ont été évalués correctement en accord avec les listes de protections des espèces au niveau national mais aussi au niveau européen.





Le présent dossier fait l'objet d'une demande à la destruction des espèces protégées (voir en page 11, 22, 30, 124, 176/244 de l'étude d'impact). N'étant pas dans le cadre d'une autorisation environnementale, celle-ci est instruite par la DREAL en parallèle de l'autorisation de défrichement et de permis de construire. Il n'y a donc aucun manquement au dossier d'enquête publique ; il s'agit d'une autre procédure. Le CNPN a été saisi pour rendre un avis sur le dossier et la demande de dérogation.

Ainsi, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation écologique présentées dans l'étude d'impact ont fait l'objet de plusieurs échanges avec le service Gestion des Espèces de la Nouvelle-Aquitaine pour validation de leur plus-value écologique et de leur compatibilité avec les impacts du projet d'Onesse-Laharie avant dépôt des présentes demandes d'autorisation (défrichement et permis de construire). La compensation en faveur de la Fauvette Pitchou nécessitant un défrichement pour maintenir en milieu ouvert est nécessaire pour créer un habitat optimal pour l'espèce. Le gain écologique des mesures compensatoires a, d'ailleurs, été démontré dans le mémoire en réponse à la MRAE (voir le tableau en page 9-10-11/21).

La compensation écologique en faveur du Fadet des Laïches permet également de répondre aux besoins compensatoires pour l'impact sur les zones humides.

## 2.B.5 Continuités écologiques

### Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le projet détruit des continuités écologiques

### Réponse Maître d'ouvrage :

Le maintien des continuités écologiques est évoqué à plusieurs reprises dans l'étude d'impact, notamment en page 178/244, où il est expliqué dans quelle mesure le projet permet leurs maintiens. Certes, la centrale photovoltaïque au sol sera clôturée, mais, il est prévu des passages petites faunes au sein de la clôture afin d'assurer une continuité pour les espèces concernées. Seuls les grands mammifères seront contraints de contourner le site ; cependant, ce dernier, est entouré de forêts de pins maritimes, les corridors de déplacement seront donc conservés.

L'emprise clôturée porte sur une surface d'environ 28ha. Le massif des Landes de Gascogne compte plus d'un million d'hectares. La demande ne porte donc que sur une surface de 0,0028% du massif. Au regard de cet ordre de grandeur, le projet de centrale photovoltaïque d'Onesse-Laharie est compatible avec la conservation des continuités écologiques. Le Massif des Landes de Gascogne présente une fonctionnalité écologique particulière due à la présence d'espaces remarquables, à sa mosaïque de milieux et à sa faible fragmentation. Il constitue 30 % des réservoirs de biodiversité de la Région Nouvelle Aquitaine.

De plus, les continuités écologiques sont prises en compte par les documents d'urbanisme (SCoT, PLUI). Le PLUI de la communauté de commune du Pays Morcenais a classé le terrain en zone 1AUer pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque, et ce document devait être en accord avec le SRADDET (voir mémoire en réponse à la MRAE) et le SCoT. Ce dernier précisait d'ailleurs qu'il fallait respecter les éléments de la trame verte et bleue de l'ex-SRCE d'Aquitaine.

La création de la centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie ne remet pas en question les continuités écologiques œuvrant au cœur du Massif des Landes de Gascogne.



## 2.B.6 Réseaux hydrographiques et nappes d'eau souterraines

### Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

#### Thèmes abordés

Contribution : « La présence de deux nappes souterraines dont le bon état est à prendre en compte de part une certaine vulnérabilité de la ressource (ce projet va à l'encontre d'une protection) »

### Réponse Maître d'ouvrage :

Les masses d'eau souterraine repérées dans l'emprise du projet possèdent un bon état global. L'objectif du SDAGE Adour-Garonne est de conserver cet état. Le projet n'entraînera aucun prélèvement au niveau de ces masses souterraines. Le seul enjeu relève des risques liés à la pollution lors de l'entretien de la végétation qui sera fait au sein de la centrale et en phase chantier.

Une attention particulière sera apportée en phase de construction pour la prévention des pollutions accidentelles issues des engins de chantier. Certaines mesures de réduction permettent de prévenir ce type d'accident :

- ✚ L'emprise du chantier sera réduite au strict minimum afin d'éviter des dégradations involontaires et accidentelles en dehors de l'emprise du projet (MR6).
- ✚ Une cellule d'intervention sera mise en place ainsi qu'un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle (MR1).

De cette façon, un certain nombre de mesures d'urgence sont définies et devront être appliquées dans ces cas précis. Les travaux seront stoppés en cas de fortes intempéries.

En phase exploitation, le sol sera maintenu à l'état naturel afin d'éviter toute pollution du sol et des masses d'eaux libres souterraines associées (MR12). De plus, les produits phytosanitaires pour l'entretien sont proscrits (MR13).

## 2.B.7 Lutte contre les incendies

### Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

#### Thèmes abordés

L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté

### Réponse Maître d'ouvrage :

Le projet de centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie répond aux contraintes du SDIS et de la DFCI en matière de protection contre les incendies. C'est pour cette raison que le bureau des risques au sein de la DDTM des Landes a rendu un avis favorable sur le dossier.

Lorsque le dossier de demande de défrichement et de permis de construire ont été déposés, soit le 09 Mai 2023, le dernier règlement interdépartemental n'était pas encore paru. Le projet d'Onesse-Laharie n'y était donc pas soumis.



De plus, une visite du SDIS 40 à l'issue des travaux de construction de la centrale solaire sera réalisée pour vérifier la compatibilité de l'installation avec les prescriptions du SDIS et de la DFCI avant mise en service de la centrale solaire. Cette visite est obligatoire.

## 2.B.8 Bilan carbone

*Référence observations :*

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le bilan carbone du projet est négatif.

*Réponse Maître d'ouvrage :*

L'une des contributions à l'enquête publique conclut à un bilan carbone négatif, sans indiquer quels sont ces modalités de calcul ; il est par conséquent difficile de formuler une réponse et d'effectuer une comparaison avec ces calculs.

Un article récent paru le 6 novembre 2023 dans PV Magazine<sup>5</sup>, revient sur la pertinence du photovoltaïque concernant l'impact carbone vis-à-vis de la production électrique actuelle en France. Il y est expliqué que l'impact du photovoltaïque en matière d'émission carbone est très limité ; en effet, le temps de retour carbone estimé sur un terrain nu par un panneau photovoltaïque, selon cet article, est évalué à 3,5 ans maximum. Le bilan carbone, de toute installation solaire ne peut être que positif sur une durée d'exploitation longue. Le projet d'Onesse-Laharie ne fait pas exception à cette règle quand bien même qu'il soit boisé. En effet, cette dernière composante a été prise en compte dans le calcul présenté dans l'étude d'impact rappelé ci-dessous.

Le bilan carbone présenté dans l'étude d'impact en page 25-26/244 reprend des données officielles de la base de données de l'ADEME ou de l'INRA Bordeaux, unité Ephyse, en ce qui concerne l'estimation de la perte de stockage de carbone du fait de l'opération de défrichement. Ces données proviennent donc d'organismes reconnus, et ne peuvent donc pas être remises en question. Voici ci-dessous les résultats que nous avons pu obtenir :

Pour la Valeur de productible donnée par le Design	Emission photovoltaïque de la centrale teqCO <sub>2</sub>	Gain par rapport au mix français en teqCO <sub>2</sub>	Gain par rapport au mix européen teqCO <sub>2</sub>
Pour un an	2007,2988	1213,3368	15093,4212
Pour 40 ans	80 291,9520	48533,472	603736,848
	Nombre d'année pour compenser le défrichement	15,85017449	1,274171028

*Source : Etude d'impact p.26/244*

Ainsi, en considérant que le bilan carbone se fait à partir du mix électrique français, la diminution des émissions de carbone sera effective après 15 ans d'exploitation de la centrale solaire (les 15 premières années permettent de compenser les pertes dues au défrichement). Le fonctionnement de la centrale évitera donc l'émission de carbone sur les 25 dernières années de fonctionnement.

L'économie sera alors de :

<sup>5</sup> <https://www.pv-magazine.fr/2023/11/06/tribune-pourquoi-la-production-photovoltaïque-est-profitable-au-marché-de-l'électricité/>



*Economie carbone = Emission Mix français sur 1 an – Emission centrale sur 1 an*

*Economie carbone = 3220,6356teqCO<sub>2</sub> \* 25ans – 2007.2988teqCO<sub>2</sub>eq \* 25ans*

***Economie carbone = 30 333,42 teqCO<sub>2</sub> évités***

Les données sont indiquées dans l'étude d'impact en page 26/244.

Le bilan carbone de la centrale photovoltaïque n'est donc pas négatif mais bien **positif** tel qu'indiqué ci-dessus, et dans l'étude d'impact en page 26/244.

## 2.C Compatibilité avec le SCoT

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le projet ne respecte pas le SCoT

Réponse Maître d'ouvrage :

Le projet solaire est compatible avec le SCoT Haute Lande<sup>6</sup>. C'est ce qui est indiqué dans l'étude d'impact en page 174/244.

Le PADD précise que l'objectifs des communautés de communes concernée par le SCoT veulent poursuivre leurs objectifs d'atteinte de la sobriété énergétique et de la valorisation des ressources locales. Cela se traduit par l'utilisation et l'installation d'équipements photovoltaïques.

Le DOO, quant-à lui exprime la volonté d'encourager et de soutenir la production d'énergie renouvelable, dont le photovoltaïque. Il met en place plusieurs critères que les projets se doivent de respecter, le projet d'Onesse-Laharie y répond :

Critères du DOO pour les centrales au sol	Respect du projet d'Onesse-Laharie
<b>Classement des zones en AU pour les projets solaires au sol possible (équipements d'intérêt collectif)</b>	Oui
<b>Implantation à privilégier sur du foncier public</b>	Oui, terrain communal
<b>Critère de réversibilité pour les installations au sol (érosion des sols, artificialisation)</b>	Oui, la centrale est réversible et sera démantelée à l'issue de l'exploitation. L'artificialisation sera limitée aux postes électriques (absence d'utilisation de béton)
<b>Surface inférieure à 60ha sur terrain non artificialisé</b>	Oui, Surface de la centrale solaire de 28ha

Néanmoins, le territoire veut conserver son statut forestier ; il est donc stipulé que les centrales photovoltaïques ne devront pas occuper plus de 1% des surfaces forestières du territoire (soit 1800ha). Le PLUI de la communauté de commune du Pays Morcenais s'est assuré de la compatibilité du projet

<sup>6</sup>Documents téléchargeables à : <https://www.coeurhautelande.fr/Communaute-de-communes/Amenagement-du-territoire/Urbanisme/Scot>





avec le SCoT Haute Lande (lui étant opposable) lorsque le terrain d'implantation a été classé en AUer en lors de son élaboration et sa validation.

Lors de la validation du SCoT en 2018, ce dernier faisait état d'une consommation de foncier à hauteur de 597ha pour les centrales photovoltaïques au sol (consultable dans le document « Explication des choix »). Il restait donc, en 2018, plus de 2/3 de la surface allouée aux projets photovoltaïques au sol à attribuer. A notre connaissance le plafond n'a pas été atteint depuis.

## 2.D Génération d'emploi et de revenus sur la commune

### Référence observations :

 R1 : Javel, Christian

Thèmes abordés
Le projet générera des revenus pour la commune (loyer des parcelles)

 INT 2 : Rollin, Gérard

Thèmes abordés
Le projet sera créateur d'emplois (6 personnes à temps plein pendant 3 mois)

### Réponse Maître d'ouvrage :

Le porteur de projet remercie la société COLAS pour l'émission de cet avis favorable. Effectivement, les chantiers de construction de centrales solaires sont vecteurs d'emploi sur le territoire. Arkolia Energies s'attache d'ailleurs à consulter des entreprises locales pour effectuer les différents lots du chantier.

Le projet générera également des retombées économiques pour la commune au travers du loyer des parcelles accueillant le projet solaire et la compensation écologique ; mais des retombées économiques sont également attendus au niveau de la collectivité territoriale au travers de plusieurs taxes dont voici la répartition (à jour pour cette année 2023) :

- L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)
- La contribution économique territoriale (CET) répartie entre la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- La taxe foncière
- La taxe d'aménagement

Répartition Retombées fiscales des taxes
<b>Commune et EPCI d'Implantation</b>
100,00% CFE
53,00% CVAE (sur la base de 1,5% de la VA)
50,00% IFER
Taxe foncière
<b>Département</b>
47,00% CVAE (sur la base de 1,5% de la VA)
30,00 % IFER
<b>Commune</b>
20,00% IFER



**Le projet de centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie contribuera à l'augmentation du budget de la commune et de la communauté de commune. Il générera également la création d'emplois lors de la construction et de l'exploitation.**

### 3. REPONSES AUX OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

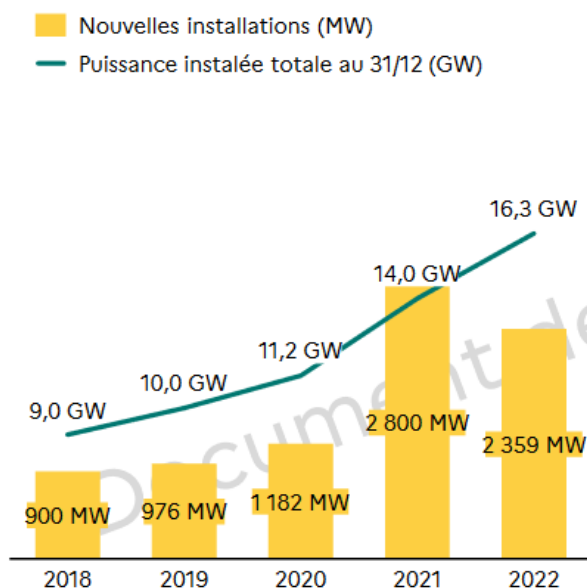
#### 3.A Etude d'impact

##### 3.A.1 Erreurs étude d'impact

Il est vrai que certaines tournures de phrases ne sont plus d'actualités. Cette étude d'impact avait été en partie rédigée en 2020 avant que les demandes de compléments pour le dépôt de la dérogation destruction espèces protégées ne soient réalisées. Le texte n'a pas été modifié ensuite.

Cependant, les arguments avancés restent d'actualité, le développement du photovoltaïque au sol fait bien partie de la stratégie étatique et de celle de RTE. En écho et en complément avec ce qui est indiqué dans le dossier d'étude d'impact, fin 2022, la puissance installée pour le photovoltaïque en France s'élevait à 16,3GW (voir graphique ci-dessous). Pour atteindre les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour l'année 2023, il faudrait donc prévoir la mise en service d'environ 3700 MW.

*Source : Secrétariat Générale à la planification*



énergétique <https://www.gouvernement.fr/upload/media/content/0001/06/3a74943433702a0247ca9f7190177a37710a9678.pdf>

La nouvelle programmation pluriannuelle de l'Energie, dont la publication sera réalisée au cours de l'année 2024, s'appuiera sur les scénarios de mix de production et de consommation établis par RTE en septembre 2023. RTE prévoit donc divers scénarios, un où l'accélération de développement des énergies renouvelables sera réussie (loi du 10 mars 2023), un autre où les objectifs d'accélération ne sont que partiellement atteints, et un dernier où la géopolitique mondiale n'a pas permis d'assurer les objectifs de décarbonation.



Ainsi, afin que l'accélération du développement des énergies renouvelables soit réussie, cela passera nécessairement par le doublement du rythme annuel actuel de développement des nouvelles capacités de production photovoltaïque. Le rythme minimal à avoir est de 4GW de capacité installée supplémentaire par an, alors qu'aujourd'hui nous nous situons plutôt autour de 2,3GW installée/an.<sup>7</sup>

**Le projet de centrale photovoltaïque d'Onesse-Laharie permettra d'atteindre les objectifs fixés par l'Etat ces dernières années et RTE dans leur volonté de doubler les capacités installées annuellement pour atteindre les objectifs relatifs à la transition énergétique fixés par le gouvernement français.**

Le bureau d'étude ETEN n'a pas fait d'erreur en page 13 de l'étude d'impact. La cartographie présentée a été réalisée par le porteur de projet puis transmise à ETEN. Il s'agit donc d'une coquille dactylographique. Les citernes seront bien d'un volume de 120m<sup>3</sup> comme indiqué dans le dossier de permis de construire de l'architecte, qui reprenaient les plans du maître d'ouvrage, en page 15/37. Les dimensions de la citerne sur les deux plans sont identiques.

### 3.A.2 Coûts des mesures compensatoires

Des coquilles dactylographiques se sont effectivement glissées dans le dossier. Voici une actualisation des coûts à prévoir avec réactualisation des prix actuels en 2023 concernant le fauchage et le gyrobroyage :

Mesures		Coût Projet EIE	Coût Projet actualisé
<b>EVITEMENT</b>	ME 1 : Evitement des zones à fort enjeu écologique	Aucun surcoût	Identique
	ME 2 : Préservation du réseau hydrographique	Mise en place d'une barrière amphibiens sur 1,7 km de long : 10€/ml soit 17 000€	Identique
<b>REDUCTION</b>	MR 1 : Plan d'intervention	Inclus dans le coût projet / travaux	
	MR 2 : Programmation et phasage des travaux		
	MR 3 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes en phase travaux		
	MR 4 : Mise en place d'un itinéraire technique		
	MR 5 : Réutilisation des pistes existantes		
	MR 6 : Limitation de l'emprise des travaux		
	MR 7 : Balisage des zones sensibles		
	MR 8 : Mesures en faveur des chiroptères et de l'Engoulevent		

<sup>7</sup> Source : <https://assets.rte-france.com/prod/public/2023-09/Bilan-previsionnel-2023-synthese.pdf>



Mesures		Coût Projet EIE	Coût Projet actualisé
	MR 9 : Adaptation des clôtures à la petite faune		
	MR 10 : Scarification ponctuelle des sols		
	MR 11 : Choix de matériaux en harmonie avec le paysage		
	MR 12 : Maintien du sol à l'état naturel		
	MR 13 : Entretien des zones herbacées		
	MR 14 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes en phase d'exploitation	En parallèle de l'entretien (surcoût possible selon espèces)	Identique
	MR 15 : Réaménagement du site en fin d'exploitation	Inclus dans le coût projet / travaux	Identique
COMPENSATION	MC 1 : Mise en gestion de parcelles en faveur du Fadet des laïches	Fauche : 450 €/Ha soit 6 300 tous les 3 ans 90 000 sur 40 ans Mise en place de 2 batardeaux : 600€ la première année	Fauche : <b>750 €/ha</b> soit <b>15 000€</b> tous les trois ans (si pousse normale) sur 20ha. <b>600 000€</b> sur 40 ans Mise en place de 2 batardeaux : 600€ la première année
	MC 2 : Mise en gestion de parcelles défrichées en faveur de la Fauvette Pitchou	Gyrobroyage : 750 €/Ha soit 11 250 300 000 sur 40 ans	Gyrobroyage 1 fois par an : <b>1000€/ha</b> soit <b>13 320 €</b> (sur 13,32ha) <b>532 800 €</b> sur 40 ans
SUIVI	Suivi de travaux de construction (6 passages étalés sur 6 à 10 mois)	6 000 € H.T.	Identique
	Suivi environnemental de la centrale en phase exploitation	1ère année : 5 000 € H.T par année de suivi soit 50 000 sur 30 ans.	Identique
	Suivi de travaux de démantèlement (6 passages soit 1 tous les mois)	6 000 € H.T.	Identique
	Suivi des parcelles compensatoires	9 750 € HT par année de suivi soit 117 000 € sur 40 ans	9 750€ HT par année de suivi soit <b>126 750€</b> sur 40 ans
TOTAL		586 600 € H.T.	<b>1 339 150 € H.T.</b>

Néanmoins, cela ne remet pas en cause la viabilité économique du projet. Les coûts actualisés ont été pris en compte dans nos modélisations économiques et seront intégrés dans notre candidature à l'AO CRE.





### 3.A.3 Calcul des surfaces impactées des zones humides

Le détail des calculs de zones humides impactées par le projet a été présenté dans le document complémentaire demandé avant l'ouverture de l'enquête publique.

Ainsi, les zones humides seront imperméabilisées au droit des bâtiments (186m<sup>2</sup>), des citernes (356m<sup>2</sup>) et des pistes (6288m<sup>2</sup>) soit une surface totale de 6830 m<sup>2</sup>.

Le détail des surfaces est présenté ci-dessous.

#### Les pistes lourdes :

Elles feront une longueur de 1 504,5 m et une largeur de 6 m. La longueur concernée pour l'impact au niveau des zones humides est de 1048m.

La surface des pistes lourdes en zone humide est donc de :

$$\underline{1\,048\,m \times 6\,m = 6\,288\,m^2}$$

#### Bâtiments :

Dans le cadre du projet, 9 postes de transformation et 2 postes de livraison seront mis en place. La surface occupée par les bâtiments sur les zones humides est donc de 186m<sup>2</sup> (6 postes de transformations et 2 Points de Livraison)

#### Citernes :

Dans le cadre du projet, 2 citernes seront mises en place.

La surface occupée par les citernes est donc de 178m<sup>2</sup>.


### 3.A.4 Boisement compensateur

Les boisements compensateurs qui seront à réaliser dans le cadre du défrichement feront l'objet de discussion avec les gestionnaires forestiers afin de savoir s'il reste suffisamment de surface disponible de telle sorte que la compensation forestière soit réalisée entièrement par replantation. Les gestionnaires forestiers disposent déjà d'accord avec les propriétaires des parcelles éligibles à la compensation forestière. Aujourd'hui, il ne reste quasiment pas de surface dans les Landes, les parcelles proposées au reboisement se situent dans les départements voisins où des pins maritimes peuvent être plantés (Gironde, Dordogne principalement). En effet, les parcelles éligibles à la réalisation de ces boisements doivent respecter un cahier des charges très précis<sup>8</sup>, avec des conditions dans divers domaines à respecter :

#### - Conditions géographiques :

De façon générale, les terrains proposés seront situés en région Nouvelle-Aquitaine, préférentiellement dans le même département et dans la même région forestière (au sens de l'inventaire Forestier National – sylvo-écorégion) que le terrain défriché. A défaut, le demandeur proposera des terrains dans une autre région forestière en apportant la preuve qu'il a effectué des recherches infructueuses dans le département et la région forestière de situation.

#### - Conditions de valeur économique pour les terrains :

-  Terrains sans vocation forestière (landes, friches ...) ou supportant des peuplements forestiers de faible valeur économique (peuplements dont la valeur marchande des produits sur pied

<sup>8</sup> <https://www.landes.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-et-Foret/Foret/Defrichement-et-gestion-forestiere/Defrichement>



(hors frais d'exploitation) avant réalisation de la coupe définitive, estimée à dire d'expert au moment du dépôt du dossier, est inférieure à 3 fois le montant hors taxes du devis des travaux de reboisement) : dans le 1er cas, il y a réalisation effective d'un nouveau boisement ; dans le second cas, il y a reboisement conduisant à une augmentation de la production forestière sans que cela se traduise par une augmentation de la surface forestière.

- ✚ Eventuellement, terrains agricoles de très faible valeur agronomique après avis de la chambre d'agriculture concernée. La concertation locale avec les acteurs permettra de définir les terrains adéquats. Ces parcelles ne doivent pas être exploitées et avoir bénéficié d'aides PAC depuis 5 ans.
- ✚ Compte-tenu des enjeux régionaux, les parcelles touchées par la tempête de 1999 et non reboisées ont vocation à accueillir des boisements compensateurs, tout comme les forêts déperissantes. Le demandeur fournira tous les justificatifs utiles permettant d'attester que ces parcelles ont bien subi les dégâts de la tempête 1999. En revanche, les parcelles incendiées ou dévastées par une attaque parasitaire, ne peuvent pas accueillir des boisements compensateurs.

- Conditions écologiques :

Les boisements compensateurs devront respecter les espaces naturels non boisés de valeur écologique (habitats, zones humides ...). Une évaluation de l'impact du reboisement pourra être exigée. Une attention particulière sera portée aux sites Natura 2000, les coupes et travaux devront être compatibles avec les préconisations du site.

- Conditions de surface :

Les terrains objets des boisements compensateurs doivent faire partie d'une unité de gestion d'au moins 1 ha pour les peupliers et les noyers et 4 ha pour les autres essences. Ainsi les terrains isolés, sauf à ce que leur superficie totale soit supérieure à ces seuils, ne sont pas acceptés comme boisements compensateurs.

- Conditions sur les boisements :

Le demandeur devra apporter la preuve que les terrains présentent des garanties de gestion durable :

- ❖ pour les forêts privées : Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles, Règlement Technique de Gestion ou Plan Simple de Gestion ;
- ❖ pour les forêts publiques : aménagement forestier.

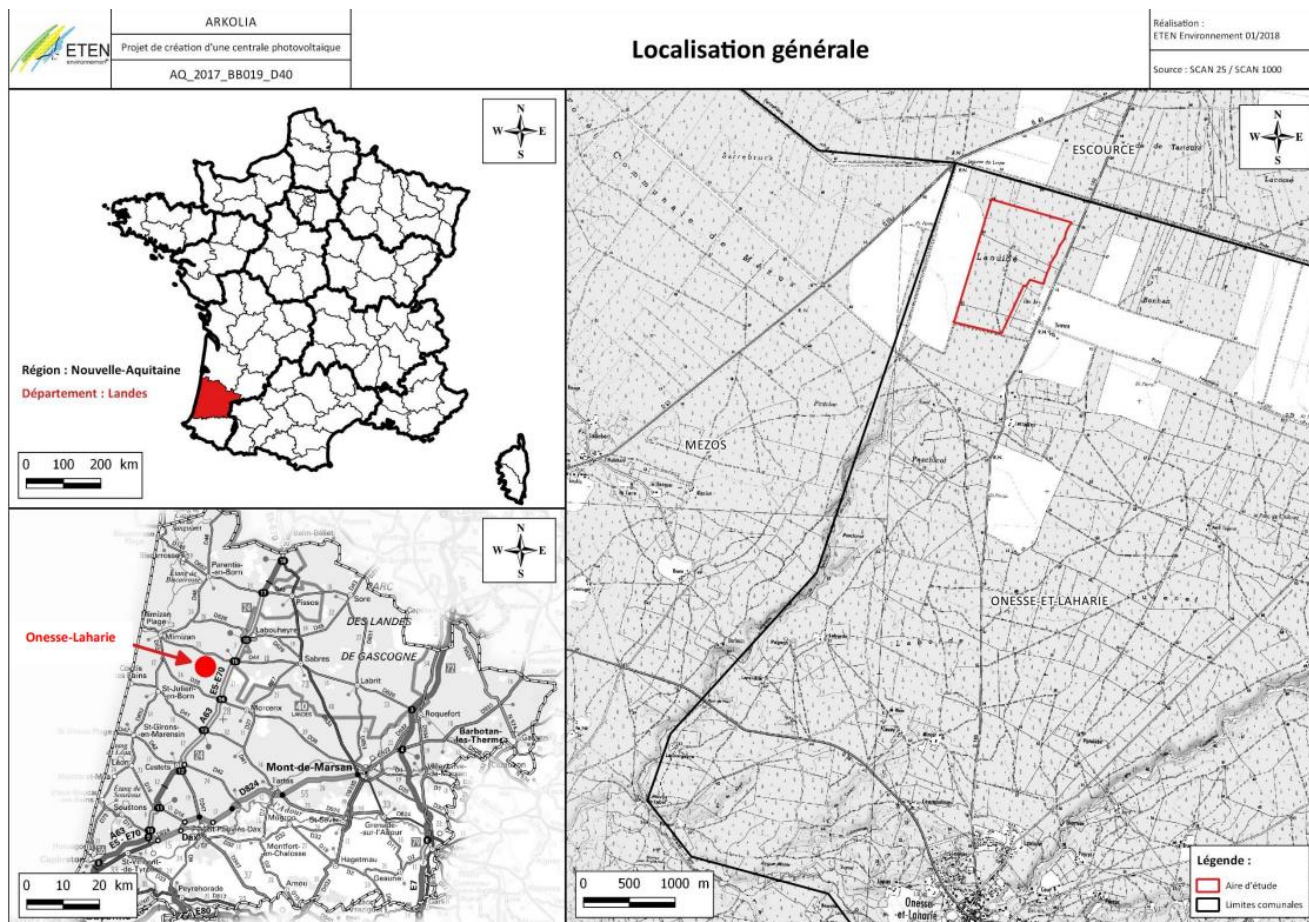
L'essence utilisée sera, dans la mesure du possible, identique à celle du terrain défriché ou appartiendra au même groupe d'essences défrichées (pins, chênes...) sauf inadaptation de celle-ci à la station proposée.

**La réalisation des boisements compensateurs ne peut avoir qu'un impact positif sur son environnement au regard de ce cahier des charges. Il sera fait le choix autant que possible de réaliser des boisements compensateurs sur la surface nécessaire (115ha31a54ca).**



### 3.B Résumé non technique

Une coquille s'est effectivement glissée dans la cartographie du résumé non technique localisant la commune d'Onesse-Laharie. Les cartes diffèrent de l'étude d'impact au résumé non technique : celle de l'étude d'impact est correcte et celle du résumé non technique contient cette coquille. Voici donc la cartographie correcte pour éviter toute confusion :



[Source : Etude d'impact d'Onesse-Laharie page 9/244](#)

Le RNT fait mention de 4 actions pour l'établissement des mesures compensatoires mais seuls 3 tirets sont présents ensuite. En réalité, le 3<sup>ème</sup> tiret, page 46/50, regroupe les deux actions nécessaires pour la mise en place des mesures de compensation sont prévues sur ce dossier :

- Compensation en faveur du Fadet des Laïches sur 20ha
- Compensation en faveur de la Fauvette Pitchou sur 13,32 ha
- **Mise en œuvre de suivis et d'ORE** pour encadrer les mesures compensatoires avec un gestionnaire de la compensation reconnu.

Ces deux dernières actions, mise en œuvre d'un suivi et mise en place d'une ORE, se rejoignent mais sont malgré tout distinctes.

### 3.C Dossier d'architecte

La problématique du nombre de portails indiqué sur le plan de masse a été prise en compte par le porteur de projet. L'annexe 1 présente un plan de masse avec 5 portails espacés chacun de moins de 500m et respectant donc les prescriptions du SDIS. En effet, l'ajout des deux nouveaux portails et le



déplacement de l'un d'entre eux est bien pris en compte par la maître d'ouvrage et sera respecté. Ces portails seront présents sur la centrale solaire pour être en accord avec l'avis favorable délivré par le SDIS.

Concernant les préventions d'incendie au sein de la centrale photovoltaïque au sol, la pose d'extincteurs au niveau des postes de transformation est d'ores-et-déjà prévu, et ce pour toutes les centrales de la société. Ils n'apparaissent pas sur les plans d'architecte car ces derniers se situent à l'intérieur du poste électrique. L'ensemble des consignes de sécurité en vigueur seront respectées :

- ✚ La mise en place d'extincteur poudre ou CO2 de 6L accessibles aux sapeurs-pompiers en cas de départ de feu sur des éléments électriques du poste de transformation et de livraison, ne pouvant pas être traités à l'eau
- ✚ La Signalétique au sein de la centrale solaire
- ✚ Signalisation des composants (identifiées et repérés par des étiquettes facilement visibles et fixées de manière durable en correspondance avec les plans de l'installation : boîtes de jonction, coffrets DC et AC, câbles DC et AC, onduleurs, dispositifs de protection et sectionnement, etc.).
- ✚ L'étiquetage
 

Une signalisation pour des raisons de sécurité à l'attention des différents intervenants (chargé de maintenance, contrôleurs, exploitants du réseau public de distribution, services de secours) est mise en place :

  - Panneaux d'avertissement dangers ;
  - Etiquetage sur la partie AC ;
  - Etiquetage sur la partie DC pouvant porter les mentions « Attention, câbles courant continu sous tension », « Ne pas manœuvrer en charge »,
  - Etiquetage onduleur indiquant que toute intervention nécessite au préalable d'isoler les sources de tension ;
  - Etiquetages spécifiques pour l'intervention des secours (emplacement des dispositifs de coupure, consignes, etc.)

Le phénomène Inondation par remontée de nappe a été pris en compte lors de l'établissement de l'implantation. Ce sujet a également été évoqué en amont dans ce mémoire en réponse. Le projet de centrale solaire n'est pas concerné par cet aléa d'après la cartographie page 52/244. Celle-ci révèle bien que le projet est concerné par un aléa faible à très faible. Une surélévation de poste n'est donc pas nécessaire. De plus, si cela était requis, ce point aurait été abordé par le bureau des risques de la DDTM des Landes qui aurait alors émis un avis défavorable.

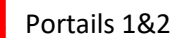
### 3.D Ouvrages DFCI

Le SDIS préconise effectivement de maintenir les infrastructures de la DFCI. Dans le cadre du projet d'Onesse-Laharie, de nouveaux équipements utilisables par la DFCI seront mis en place : notamment la piste externe et l'accès aux différents points d'eau de la centrale solaire. En effet, les camions pourront les utiliser depuis l'extérieur de la clôture.





## Portails 3&4



## Portail 5

## 5. ANNEXE 2 : CONTRIBUTION INT 1, JEAN-MARIE CLET

### COMMUNE DE ONESSE LAHARIE

#### Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol

Enquête du 26 septembre au 26 octobre 2023 17h00

[ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr](mailto:ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr)

D'après moi les compensations forestières devraient avoir un coefficient de 5 et la DDTM ne devrait pas déroger à sa décision malgré la demande de l'opérateur qui me semble totalement infondée.

Il manque la réponse de la DDTM à cette demande dérogatoire dans le dossier mis à l'enquête.

La solution retenue ne me semble pas la bonne le terrain avec toutes ses contraintes ne doit pas faire l'objet d'une coupe pour changer la nature foncière

Les experts chargés des inventaires ne mentionnent pas leurs diplômes et leurs cursus (je comprends pourquoi certains organismes donnent des avis)

L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux fort sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré

Il aurait été judicieux que les photographies et les exemples présentées correspondent au site (on pourrait penser que les études d'impact aient été faite du bureau)

Ce dossier doit faire l'objet d'une demande de dérogation de destruction des espèces protégées

La figure 20 de l'étude d'impact définit une petite surface de zone humide quand l'ensemble du projet est en zone humide

Les mesures de compensation me semblent inexactes

Les parcelles concernées sont destinées aux compensations écologiques sont pas de valeurs écologiques significatives

Elles sont constituées de pins de 30 ans donc 2003 ces pins non pas été touchés par la tempête Klaus car a la lecture d'un ancien dossier de ZDE sur ce secteur ils n'étaient pas concernés

La compensation forestière devait être de 5 contrairement à la demande de dérogation d'arkolia d'après moi les services de l'état devraient reconsidérer le ratio par une augmentation de celui-ci

La protection contre les incendies ne respecte pas le règlement interdépartemental sur la protection contre les incendies feux de forêts de juillet 2023

III 1.4 dans résumé technique EI

La présence de deux nappes souterraines dont le bon état global est à prendre en compte de part une certaine vulnérabilité de la ressource (ce projet va à l'encontre d'une protection)



Le défrichement, dessouchage et la mise en place des pieux pour la structure des panneaux va accentuer cette vulnérabilité

Carte 2 de nombreux ruisseaux et rus existent sur le site et l'implantation de ce projet ainsi que le défrichement des terres va entraîner de grosses perturbations hydrographiques

Une ZNEIFF type 2 traverse le projet, tout défrichement serait de nature à compromettre ses protections régaliennes

Ce projet PV comme le défrichement demandé sont de nature à avoir une incidence sur les habitats naturels d'intérêts communautaire sur les zones humides et nécessite un avis favorable de la CDPENAF et de la CNPN

Un accord pour destruction des espèces protégées sera nécessaire

Comme le mentionne la carte 6 les 2/3 de la superficie de l'ensemble du projet est en zone humide

Les enjeux faunistiques comme floristique sont très fort à l'inverse de la carte 7 et d'une visite sur le terrain

Ce projet comme ce défrichement va à l'encontre du maintien des continuités écologiques

Ce projet constitue une erreur s'il était accordé

La carte 10 me semble inexacte car elle ne correspond pas du tout à la carte 6 et à l'état exact des lieux

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées ne sont pas acceptables aux vues des impacts réels du défrichement comme du projet

Ce projet ne respecte pas le SCOT de la haute landes la surface définie pour les ENR est largement dépassé

Il ne peut pas y avoir des continuités écologiques avec un défrichement, ainsi que la nécessité de défrichement et la destruction des espaces protégés

Ce projet n'est pas compatible avec le plan de développement forestier

Le bilan carbone de ce projet d'après mes calculs serait négatif

**EN CONCLUSION JE NE PEUX EMETTRE QU'UN AVIS TRES DEFAVORABLE A CE DOSSIER en cas d'acceptation je pense que des recours juridique seront possible**

Clet Jean-Marie

0674803960



## 6. ANNEXE 3 : CONTRIBUTION INT 2, GERARD ROLLIN

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Notre société, spécialisée dans les travaux de terrassement, plateformes et réseaux, emploie plus de 100 personnes dans le département des Landes.

Une part importante de notre activité est liée au développement des énergies renouvelables dans ce département. C'est pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 3 mois environ.

Cordialement,

**Gérard ROLLIN**

**Chef de service commercial Eolien et Solaire**

**Tél. 06 61 09 09 27**

[gerard.rollin@colas.com](mailto:gerard.rollin@colas.com)

**COLAS FRANCE**

**1, rue du Colonel Pierre Avia - 75730 PARIS CEDEX**

<http://www.colas.com>

